

Au secours, le smic revient !

Gilles Raveaud, *Alternatives Economiques* n° 323, avril 2013

Porter le salaire minimum légal à 9 \$ de l'heure ? Yes he can ! L'annonce de Barack Obama a réjoui les économistes comme [Dean Baker](#), directeur du CEPR à Washington. Car le retard accumulé est colossal : si le salaire minimum américain avait continué à suivre les gains de productivité, comme il l'avait fait de 1938 (date de sa création) à 1968, il s'établirait aujourd'hui à 16,50 \$. Or il plafonne à 7,25 \$, une somme insuffisante pour échapper à la pauvreté.

Oui mais voilà : les cours d'économie répètent que le salaire minimum décourage les embauches et alimente le chômage. [Caroline Hoxby](#) (Harvard) peut ainsi déclarer sans rire que si le chômage atteint aujourd'hui des records, c'est parce que « les salaires sont au-dessus du salaire d'équilibre » ! Et elle n'est pas la seule : un tiers des économistes américains interrogés par [l'université de Chicago](#) estiment que la hausse du salaire minimum va accroître le chômage des salariés peu qualifiés – quand un autre tiers pense l'inverse.

Pourtant, comme le note [Paul Krugman](#), « il n'y a aucun élément empirique permettant de soutenir qu'une faible augmentation du salaire minimum réduirait l'emploi »... même si les économistes ne savent pas pourquoi.

Les explications sont fournies par [John Schmitt](#), collègue de Dean Baker au CEPR : lorsque le salaire minimum augmente, les salariés concernés travaillent mieux, et sont moins souvent absents. De leur côté, les entreprises s'adaptent en limitant les hausses de salaires des autres salariés, en améliorant l'organisation du travail, en augmentant faiblement leurs prix de vente, ou encore en réduisant d'autres avantages accordés aux salariés.

Au final, note Schmitt, une faible hausse du salaire plancher représente une part tout simplement trop faible des coûts des entreprises pour avoir des effets néfastes sur l'emploi. Passant en revue des dizaines d'études sur le sujet, Schmitt conclut qu'une telle idée n'a en réalité « aucun soutien empirique ».

Et, en effet, le salaire minimum est de plus en plus populaire. Même le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale et l'OIT ont publié un [rapport](#) vantant sa capacité à soutenir la consommation et à réduire la pauvreté. Cependant, relève [Ronald Janssen](#), économiste travaillant pour des syndicats, il y a un « hic » : pour ces institutions, le salaire minimum ne doit pas dépasser 40 % du salaire médian, un niveau inférieur à celui observé dans la quasi-totalité des pays européens ! Nos experts ont encore des progrès à faire...

En France, où le Smic atteint 60 % du salaire médian, les débats sont vifs. D'un côté, [Pierre Cahuc](#) (Ecole Polytechnique) et [Stéphane Carcillo](#) (Sciences-Po) estiment que toute hausse de 1 % du Smic conduit à la suppression de 30 000 à 40 000 emplois et que le Smic ne parvient pas à réduire la pauvreté, lui préférant le Rsa. Ces affirmations sont contestées par [Michel Husson](#) (IRES), qui montre la capacité du Smic à réduire les inégalités salariales, et à réduire la pauvreté.

Enfin, Michel Husson montre que les hausses du Smic n'ont pas nécessairement pour conséquence de détruire des emplois. Il propose alors que sa revalorisation annuelle garantisse que le Smic atteigne au moins 60 % du salaire médian. Une manière simple de limiter les inégalités... en attendant la création d'un salaire maximum.